

4 RAISONS DE FAIRE GREVE

LE 20 NOVEMBRE

U.

F.S.U.

« Le président de la République a défini dans un discours à Nantes le 19 septembre son projet pour la « la Fonction publique du XXI^e siècle »

**NOUS VOULONS UN SERVICE PUBLIC
RÉPONDANT MIEUX AUX BESOINS
DE TOUTE LA POPULATION**



**LE PREMIER MINISTRE RÉPOND
MOINS DE SERVICES,
MOINS DE PERSONNELS, MOINS D'ÉTAT**

Moins d'éducation, moins de santé, moins de services publics mais plus de privatisations (eau, collecte des déchets, Poste, énergie...) ils veulent comme le demande le Medef « *sortir de 1945, et (de) défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance !* » (Denis Kessler). C'est aussi le système solidaire de protection sociale qui est attaqué.

MISSIONS

L'abandon du concours d'entrée, l'instauration d'un « pécule de départ » vers le privé et le choix d'un contrat de droit privé « négocié de gré à gré » détruirait définitivement le statut de la fonction publique qui a permis que se constitue en France une « fonction publique intègre, professionnelle et impartiale. » Rapport du conseil d'État de 2003.

Le dynamitage du statut, l'abandon des fondements du service public, l'égalité comme la continuité, représentent une véritable « contre-révolution culturelle » porteuse d'aggravation des inégalités sociales et territoriales.

**NOUS EXIGEONS LE MAINTIEN
DU POUVOIR D'ACHAT DE TOUS
ET UNE REFORME GLOBALE
DE LA GRILLE INDICIAIRE**



**LE GOUVERNEMENT RÉPOND
PAR DES MESURES « CIBLÉES »,
LES HEURES SUP ET LE MÉRITE**

Les agents de la Fonction Publique ont perdu près de 7 % de leur pouvoir d'achat depuis 2000. Il leur manque environ 50 jours de salaire. Les carrières sont de moins en moins attractives ; réduites à quasiment rien en début de grille.

« La mise à plat des modalités de rémunérations est, je le sais bien un grand chantier difficile. (...) Mais avant tout il faut parler des heures supplémentaires. » N. S.

Ils veulent troquer les suppressions de postes contre les heures sup. C'est un marché de dupes qui va dégrader les conditions de travail de tous au profit de quelques-uns.

« C'est dans cet esprit que je veux ouvrir le chantier de l'individualisation des rémunérations pour qu'il soit davantage tenu compte du mérite. » N. S.

Qui choisira les « méritants » ? Sur quelle base ? Et les autres ?

SALAIRES

**NOUS VOULONS LA QUALITÉ ET
L'EFFICACITÉ DES SERVICES PUBLICS
ET LA FIN DE LA PRÉCARITÉ**



**« JE ME SUIS ENGAGÉ
À NE PAS REMPLACER
UN FONCTIONNAIRE SUR DEUX
PARTANT À LA RETRAITE »**

Les chiffres sur l'emploi (État)

2003	2004	2005	2006	2007	2008
- 993	- 4 537	- 7 392	- 5 430	- 15 032	- 22 921

EMPLOIS

Annonces sur les quatre années 2009 à 2012 : - 120 000 à - 150 000.

Il va falloir, en effet, « travailler plus » pour tous ceux qui resteront.

Il faudra aussi réduire les missions de service public, les privatiser.

Travailler tous : Ces suppressions ont conduit au chômage, ou menacent une partie des agents non titulaires, qui représentent environ 15 % des personnels.

**LA FSU DÉFEND POUR TOUS LES
SALARIÉS UN TAUX DE 75 %
À 60 ANS POUR 37 ANNUITÉS ET DEMIE**



**VERS LES 41 ANNUITÉS
EN 2012 ?**

Sans égard pour le processus inscrit dans la loi, le Premier ministre vient d'annoncer l'allongement de la durée de cotisation pour obtenir une retraite au taux maximum : 41 annuités en 2012, tout en avançant d'autres sujets : les avantages familiaux et conjugaux, la révision du dispositif des carrières longues et l'objectif du minimum de pension.

Le gouvernement continue de faire le choix de la baisse des pensions et entretient la défiance vis-à-vis des régimes par répartition.

Sarkozy oppose « les petites retraites » et « les faibles pensions de réversion » aux « privilèges » des régimes spéciaux. Le défenseur du bouclier fiscal oublie que les réformes Balladur et Fillon sont des machines à fabriquer des petites pensions.

Débattons : face à l'accroissement de la population âgée, doit on procéder par l'accroissement du financement mutualisé et solidaire ou faire appel à l'épargne individuelle ?

RETRAITES

U.

F.S.U.

**VOILÀ POURQUOI, LE 20 NOVEMBRE,
NOUS SERONS EN GRÈVE**